

PRÉSIDENTE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

N° 3708-2019/ARR/DENV

du : 12 DEC. 2019

AMPLIATIONS

Commissaire déléguée	1
DENV (BICPE)	1
Commune de Nouméa	1
Intéressée	1
JONC	1
Archives NC	1

ARRÊTÉ

mettant en demeure la société SCI VOLTAIRE de respecter les prescriptions applicables à l'ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées de l'immeuble Le DANSTEP, commune de Nouméa

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code de l'environnement de la province Sud ;

Vu la délibération n° 10277/DENV/SE du 30 avril 2009 fixant les règles générales et les prescriptions techniques applicables aux installations soumises à déclaration dans la rubrique 2753 ;

Vu le récépissé de déclaration n° 11627-2016/1-ISP/DENV du 29 décembre 2016 ;

Vu le rapport n° 34456-2019/1-ACTS du 6 novembre 2019 ;

Vu le courrier référencé n° 4488-2019/1-ISP/DENV en date du 20 février 2019 sollicitant la transmission des résultats du bilan 24 heures et de la mesure de débit ;

Considérant qu'il a été rappelé à l'exploitant de respecter les prescriptions applicables aux ouvrages de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées ;

Considérant l'absence de transmission des résultats d'autosurveillance de l'ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées de l'exploitation à l'inspection des installations classées ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de mettre en demeure l'exploitant de satisfaire aux conditions imposées par les dispositions de la délibération susvisée ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La société SCI VOLTAIRE, exploitant de l'ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées de la résidence VOLTAIRE, sise lot 130, à l'angle des rues Lamartine et Victor Hugo, Orphelinat, commune de Nouméa, est mise en demeure de satisfaire dans un délai de deux mois aux conditions imposées par la délibération susvisée en communiquant à l'inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées sur un échantillon moyen journalier du rejet de l'ouvrage précité, pour les

paramètres pH, température, matières en suspension (MES), demande chimique en oxygène (DCO), demande biologique en oxygène (DBO₅) et le résultat de la mesure du débit rejeté.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera transmis à Madame la commissaire déléguée de la République, notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Pour la Présidente et par délégation,
La directrice de l'environnement



Karine LAMBERT

NB : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la réception de cet acte, pour contester cette décision devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».